

CHRONIQUE

La décentralisation culturelle. Jean-Marie Pontier.....2

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Un espace doit-il être réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale dans tous les bulletins d'information générale de la commune ?.....17

Conclusions Frédéric Dieu

TA Nice 9 novembre 2007, M. Christian I.

• Compétences des collectivités locales

Une parcelle située aux abords d'une ria peut-elle être regardée comme un espace proche du rivage ?.....29

Conclusions Mattias Guyomar

CE 12 décembre 2007, Commune de Séné

• Police administrative

Le maire devait-il indiquer la nature des travaux à effectuer dans son arrêté de péril avant le 1er octobre 2006 ?.....33

Conclusions Jean-Philippe Thiellay

CE 30 novembre 2007, Ville de Marseille

• Fonction publique territoriale

Quelles sont les conséquences de la reprise, d'abord par une commune, puis par des associations, de la gestion de centres culturels, éducatifs et sociaux ?.....36

Observations Laetitia Janicot

Cass. soc. 23 octobre 2007, Mme X et Mme Y c/ Associations

Courteline et Fédération Léo Lagrange, Commune de Tours

La seule qualification pénale des faits, dans le cadre d'une procédure engagée à l'encontre du fonctionnaire demandeur de la protection juridique, peut-elle suffire à établir que ces faits soient constitutifs d'une faute personnelle ?.....39

Conclusions Anne Courrèges

CE 14 novembre 2007, Commune de Coudekerque-Branche.

• Finances publiques locales

Les recettes issues du FCTVA peuvent-elles donner lieu à une cession de créance type « loi Dailly » ?.....42

Conclusions Hervé Guillou

TA Rouen 5 juillet 2007, Préfet de l'Eure

Qui de l'ordonnateur ou du comptable est compétent pour répondre à une lettre de contestation d'une créance d'une collectivité territoriale ?.....47

Observations Laetitia Janicot

Cass. com. 23 octobre 2007, Trésorier de la ville de Mirecourt c/

Société Jerebitz, M. Daniel K.

Un contribuable local a-t-il droit à obtenir copie de l'intégralité des rôles des impôts directs locaux ?.....49

Conclusions Claire Landais

CE 12 novembre 2007, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ Mme B.

Une commune doit-elle être assujettie à la TVA pour le stationnement payant organisé sur son territoire ?.....53

Conclusions Nicolas Tronel

TA Rennes 6 décembre 2007, Commune de Concarneau

• Organismes de coopération et de regroupement

Tout électeur inscrit dans une commune membre d'un EPCI peut-il contester l'élection du président de cet organisme ?.....56

Conclusions François Séners

CE 28 novembre 2007, M. S. et autre

• Élections

Quelles sont les règles d'agrément des machines à voter ?.....61

Conclusions François Séners

CE 28 novembre 2007, M. G. et autres

Le phoning est-il autorisé dans le cadre d'une campagne électorale ?.....65

Conseil constitutionnel 29 novembre 2007, Seine-Maritime 9e circonscription

• Contentieux des collectivités locales

Qui du maire ou de l'adjoint est responsable d'une infraction pénale commise dans l'accomplissement d'une mission ayant fait l'objet d'une délégation de pouvoir ?.....67

Observations Laetitia Janicot

Cass. crim. 4 septembre 2007, M. X.

Dans quelles conditions une transaction est-elle régulière ?.....69

Conclusions Gilles Pellissier

CAA Versailles 18 octobre 2007, Commune d'Eragny-sur-Oise

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté portant organisation de la réserve communale de sécurité civile.....79

CHRONIQUES

L'installation par l'État de radars sur les routes départementales: un mode d'affectation sui generis du domaine public routier ?82
Seydou Traoré

La loi de finances pour 2008 et les collectivités territoriales: l'amorce d'une évolution profonde des relations entre l'État et les collectivités territoriales ?88
Matthieu Houser

JURISPRUDENCE

• ÉTAT

Y a-t-il urgence à demander la suspension d'un arrêté autorisant la prorogation de la période de destruction à tir du geai des chênes ?96
Conclusions Mattias Guyomar
CE 5 juin 2007, ASPAS

• Compétences des collectivités locales

Un conseil régional peut-il subordonner l'octroi d'une aide financière à l'obligation d'effectuer le recrutement de l'emploi aidé sur un CDI, à l'exclusion du CNE ?99
Conclusions Xavier Hali
TA Marseille 2 octobre 2007, Préfet de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur c/ Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Quelles sont les règles d'utilisation des biocarburants dans les flottes de véhicules des collectivités territoriales ?106
Conclusions Pierre Collin

CE 21 décembre 2007, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ Communauté de communes du Villeneuvois

Est-il possible d'obtenir un agrément pour l'accueil à titre onéreux de personnes âgées ou handicapées adultes sans offrir toutes les garanties de stabilité d'un logement ?111
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 28 décembre 2007, Mme Y.

• Police administrative

Quels sont les critères d'une « entreprise existante » au sens de l'article 2 de la loi du 16 octobre 1919 ?114
Conclusions Mattias Guyomar
CE 9 novembre 2007, M. P.

Le maire doit-il s'assurer que les personnes qui coupent du bois dans une forêt de la commune prennent toutes les mesures de sécurité ?117
Conclusions Sophie Tissot-Grossrieder
TA Besançon 27 décembre 2007, SA Compagnie Assurances Générales de France

• Domaines public et privé des collectivités locales

Le service public auquel est affectée une parcelle du domaine public doit-il nécessairement être géré par la collectivité propriétaire de cette parcelle ?120
Conclusions Yann Aguila
CE 19 décembre 2007, Commune de Mercy-le-Bas

• Finances publiques locales

Quelles retombées, en matière d'impôts locaux, les collectivités territoriales peuvent-elles attendre des activités aéroportuaires ?123
Conclusions Pierre Collin
CE 28 décembre 2007, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ Société LSG Sky Chefs

• Contentieux des collectivités locales

L'abandon d'un projet de liaison ferroviaire engage-t-il la responsabilité de l'État à l'égard des régions ayant signé avec lui des conventions relatives à la réalisation de cette liaison ?127
Conclusions Emmanuelle Prada Bordenave
CE 28 novembre 2007, Région Centre, Limousin et Midi-Pyrénées

Un intervenant en défense dans un litige de remembrement rural a-t-il qualité pour faire appel ?131
Conclusions Terry Olson
CE 5 décembre 2007, M. W.

Le juge administratif peut-il statuer sur une action d'une collectivité publique en responsabilité à l'encontre d'une entreprise en liquidation judiciaire qui n'a pas déclaré sa créance ?135
Conclusions Nicolas Boulouis
CE 5 décembre 2007, Société nouvelle Parrotta

Le juge doit-il s'interroger d'office sur le point de savoir si des clauses irrégulières sont divisibles ou non du contrat ?138
Conclusions Nicolas Boulouis - Observations Materné Staub
CE 19 décembre 2007, Société Sogeparc-CGST-Compagnie générale de stationnement

Le jugement annulant une délibération d'un conseil municipal demandant à l'exécutif municipal d'organiser un référendum est-il susceptible d'appel devant le Conseil d'État ?145
Conclusions François Séniers
CE 28 décembre 2007, Commune de Clichy-la-Garenne

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté portant exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble155

CHRONIQUES

Transferts de compétences en matière aéroportuaire et décentralisation. Emily Lacaze.....158

Le temps de parole du conseiller municipal.....162
Henri Jozefowicz

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Un conseiller municipal peut-il être considéré comme intéressé à une affaire soumise à délibération du conseil municipal dans la mesure où sa présence a permis d'obtenir le quorum ?.....164

Conclusions Sophie Tissot-Grossrieder

TA Besançon 29 novembre 2007, M. Roger B. et autres c/ Commune de Déservillers

• Actes des collectivités locales

Un conseil municipal peut-il prendre position sur la politique étrangère de la France ?.....167

Conclusions Denis Besle

CAA Lyon 13 décembre 2007, Préfet de l'Allier c/ Commune de Bellevaux

Un conseil municipal peut-il prendre position sur la politique étrangère de la France ?.....167

Conclusions Denis Besle

CAA Lyon 13 décembre 2007, Préfecture de l'Allier c/ Commune d'Austry-Issards

• État

Que doit faire le préfet s'il ne dispose pas d'éléments scientifiques suffisants pour apprécier si certains sites doivent être désignés comme zone spéciale de conservation ?.....172

Conclusions Mattias Guyomar

CE 16 janvier 2008, Ministre d'État, ministre de l'Écologie, du développement et de l'aménagement durables c/ Association Manche Nature

L'arrêté du préfet fixant la composition de la commission départementale d'équipement commercial doit-il préciser l'identité des membres ou peut-il se contenter de les désigner par leurs fonctions ?.....177

Conclusions Rémi Keller

CE 16 janvier 2008, Société Leroy-Merlin

La fusion de services déconcentrés est-elle subordonnée à la mise en œuvre d'une même politique de l'État ?.....182

Conclusions Rémi Keller

CE 16 janvier 2008, Syndicat UNSA-Agriculture et forêt

À quel titre les autorités consulaires peuvent-elles organiser une journée « portes ouvertes » un dimanche ?.....185

Conclusions Nicolas Boulouis

CE 30 janvier 2008, Chambre des métiers et de l'artisanat de Maine-et-Loire

• Compétences des collectivités locales

En fixant un taux de subvention inférieur à celui dont bénéficient d'autres communes, un département instaure-t-il une forme illégale de tutelle ?.....189

Conclusions Frédéric Dieu

TA Nice 18 janvier 2008, Commune de Varages c/ Département du Var

• Police administrative

Pour quels motifs le préfet peut-il ordonner la fermeture d'un débit de boissons ?.....199

Conclusions Jacques Lepers

CAA Douai 24 janvier 2008, SARL Le Chantilly

• Travaux publics locaux

Les nuisances spécialement occasionnées aux riverains par les travaux publics ouvrent-elles droit à réparation ?.....203

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 21 janvier 2008, M. A., Mme E.

• Fonction publique territoriale

Quel est le fondement légal du pouvoir dont disposent les autorités territoriales de fixer des équivalences en matière de temps de travail.....207

Conclusions Claire Landais

CE 19 décembre 2007, Centre communal d'action sociale de L'Aiguillon-sur-Mer

Comment convient-il d'apprécier concrètement, pour les sapeurs-pompiers transférés aux SDIS, la perte éventuelle d'avantages acquis Conclusions.....211

Emmanuel Glaser

CE 21 janvier 2008, M. A.

• Contentieux des collectivités locales

Quelles sont les conditions pour solliciter une autorisation de plaider ?.....215

Conclusions Luc Derepas

CE 9 novembre 2007, Commune de Puttelange-aux-Lacs

Quel est le juge compétent pour ordonner le déplacement d'un ouvrage public et l'indemnisation du préjudice résultant d'une emprise irrégulière ?.....219

Conclusions Isabelle Prada Bordenave

TC 17 décembre 2007, Époux D. c/ Commune d'Étapes et Société des Eaux du Touquet

Quelles sont les différentes étapes de l'engagement de la responsabilité pour dommages de travaux publics.....222

Conclusions Frédéric Lenica

CE 11 janvier 2008, Commune de Sucé-sur-Erdre

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Réponse et refus au titre des demandes d'information visées par l'article R. 124-1 du code de l'environnement.....234

CHRONIQUES

Le régime des autorisations de plaider238
Bernard Poujade

Démocratie de proximité + démocratie participative, une équation à somme positive ?244
Emmanuel Auber

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Dans quelle mesure peut-on limiter le droit à formation des élus ?247
CAA Lyon 27 décembre 2007, Mme D. et autres

L'exécutif d'un EPCI qui ne dispose pas d'autre mandat local peut-il bénéficier pour ses indemnités de la retenue à la source libératoire de l'impôt sur le revenu ?249
Conclusions Nathalie Escaut
CE 14 janvier 2008, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ M. Guimberteau

• Actes des collectivités locales

Quelle exigence de motivation pèse sur une décision de préemption ?252
Conclusions Anne Courrèges
CE 30 janvier 2008, Ville de Paris

Le maire peut-il rouvrir une voie privée à la circulation si ses propriétaires s'y opposent ?257
Conclusions Jean-Philippe Thiellay
CE 5 mars 2008, Consorts B.

• État

La déclaration d'utilité publique du projet de rétablissement du caractère maritime du Mont-Saint-Michel est-elle régulière ?260
Conclusions Didier Artus
CAA Nantes 18 décembre 2007, Société civile immobilière La Montoise

La pose de panneaux autoroutiers implique-t-elle des mesures de protection phonique ?266
Conclusions Mattias Guyomar
CE 20 février 2008, Association « Les Riverains de l'A 27 »

Les décisions touchant aux relations financières entre l'Office national de la chasse et les fédérations départementales de chasseurs ont-elles été validées par la loi du 12 avril 2000 ?269
Conclusions Mattias Guyomar
CE 20 février 2008, Office national de la chasse et de la faune sauvage

• Compétences des collectivités locales

La cession de biens par une commune à un prix inférieur à la valeur estimée par les Domaines répond-elle à un intérêt public local ?273
Conclusions Didier Artus
CAA Nantes 26 juin 2007, Commune de Mer

• Domaines public et privé des collectivités locales

Une forêt ouverte au public et protégée en tant que site naturel appartient-elle au domaine public ?276
Conclusions Jacques Duplat
TC 24 septembre 2007, Préfet des Bouches-du-Rhône c/ Cour d'appel d'Aix-en-Provence et Mlle Doucedame c/ Département des Bouches-du-Rhône

• Fonction publique territoriale

La perte de confiance justifie-t-elle le licenciement d'un collaborateur de cabinet ?282
Conclusions Gilles Pellissier
CAA Versailles 10 janvier 2008, Commune de Mantes-la-Jolie

La décision de réintégrer un fonctionnaire dans son cadre d'emplois d'origine, à l'issue de la période normale de stage, doit-elle être motivée ?287
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 21 janvier 2008, Mme E.

• Finances publiques locales

L'ordre de priorité des travaux à effectuer doit-il figurer dans la délibération adoptant le budget primitif ?291
Conclusions Marie-Pierre Viard
CAA Bordeaux 8 janvier 2008, Commune de Le Barp

• Élections

Les candidats aux élections en Alsace et en Moselle peuvent-ils obtenir le remboursement de documents de campagne rédigés en allemand ?294
Conclusions Claire Landais
CE 22 février 2008, Association Culture et bilinguisme en Alsace et autres

Fallait-il décaler les dates des municipales dans les départements d'Amérique et en Polynésie ?300
Conclusions Célia Verot
CE 22 février 2008, M. F.

• Contentieux des collectivités locales

Quelle est la nature juridique de l'acte d'incorporation dans le domaine public ?303
Conclusions Nathalie Escaut
CE 14 janvier 2008, M. P.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté municipal interdisant les dépôts sauvages de déchets sur le territoire communal315

CHRONIQUES

Juge national et récupération des aides mises à exécution en violation de l'article 88§3 du Traité CE318
Anémone Cartier-Bresson

CHRONIQUES

Les agents publics contractuels et le droit communautaire.....325

Jean-Daniel Chétrit - Mathieu Pons-Serradeil

Les documents de planification locale, une nouvelle catégorie d'actes en voie de constitution.....330

Aziza Ziani

JURISPRUDENCE

• ACTES DES COLLECTIVITES LOCALES

Le juge contrôle-t-il le refus d'une commune d'inscrire le nom d'une personne sur son monument aux morts ?.....336

Conclusions Sophie Tissot-Grossrieder

TA Besançon 29 novembre 2007, M. et Mme Richard P.

Une commune peut-elle retenir pour un marché d'assistance et de conseils juridiques une société qui n'est pas habilitée à donner des consultations juridiques ?.....339

Conclusions Gérard Poitreau

TA Besançon 28 février 2008, Maître C.

• État

Le juge de l'expropriation est-il tenu de prononcer le transfert de propriété lorsqu'il est saisi d'une demande de délaissement dont les conditions sont remplies à la date de sa saisine ?.....344

Observations Françoise Nési

Cass. civ. 13 février 2008, SCI Les Trois Figuiers c/ Société TP Ferro

Concesionara

En matière d'installations classées, la justification, par le demandeur d'une autorisation d'exploitation, du dépôt d'une demande de permis de construire est-elle une condition de fond ou une règle de procédure ?.....347

Conclusions Mattias Guyomar

CE 31 mars 2008, Société normande de nettoyage

• Compétences des collectivités locales

Les subventions versées par une commune pour le passage du Paris-Dakar sur son territoire constituent-elles des aides en matière économique ?.....351

Conclusions Évelyne Paix

CAA Marseille 10 décembre 2007, Commune de Narbonne

• Police administrative

Une commune peut-elle obtenir le remboursement des frais occasionnés par des travaux exécutés d'office sur une propriété privée afin de prévenir un péril grave et imminent ?.....356

Observations Laetitia Janicot

Cass. civ. 28 novembre 2007, Mme Jacqueline X c/ Commune

de Meyreuil

La commission des taxis peut-elle revêtir un caractère intercommunal ?.....358

Conclusions Mattias Guyomar

CE 31 mars 2008, M. D.

• Fonction publique territoriale

L'attribution de titres-restaurant par un département doit-elle respecter le principe de parité entre les différentes fonctions publiques ?.....361

Conclusions Marc-Antoine Aebischer

CAA Lyon 18 décembre 2007, Département de la Côte-d'Or c/ M. S.

• Finances publiques locales

Quelles recettes de taxe professionnelle peut-on espérer d'une concession aéroportuaire ?.....364

Conclusions Laurent Vallée

CE 28 décembre 2007, Ministre de l'Économie et des finances c/ CCI de Lyon

Comment distinguer une subvention d'une rémunération de prestation ?.....368

Conclusions François Séners

CE 26 mars 2008, Région de la Réunion

• Collectivités à statut particulier

Les accords conclus en 1880 entre le roi Pomaré V et la République française ont-ils encore une portée juridique ?.....372

Conclusions Claire Landais

CE 28 mars 2008, M. M.

• Élections

Peut-on contester la délibération du conseil régional décidant de compléter sa commission permanente ?.....375

Conclusions Anne Courrèges

CE 2 avril 2008, M. G.

• Contentieux des collectivités locales

La participation sans vote d'un élu à la délibération d'une assemblée locale peut-elle constituer une prise illégale d'intérêts ?.....378

Observations Laetitia Janicot

Cass. crim. 14 novembre 2007, M. René X et M. Christian Y

L'article R. 490-7 du code de l'urbanisme est-il opposable aux copropriétaires du demandeur d'une autorisation d'urbanisme ?.....381

Conclusions Mattias Guyomar

CE 31 mars 2008, Syndicat des copropriétaires du 14, rue de la Cure

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention d'un groupement d'intérêt public.....394

CHRONIQUES

De la fonction de la transmission de la délibération locale auprès du représentant de l'État. Elisabeth Mella398

Actualité de la gestion de fait des deniers des collectivités locales. Stéphane Bredin - Christian Michaut406

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

L'arrêté du maire déléguant ses fonctions à un adjoint doit-il être précis ?410

Conclusions Évelyne Paix

CAA Marseille 11 février 2008, Ville de Marseille

• Actes des collectivités locales

Une commune peut-elle construire une salle polyvalente destinée à l'exercice d'un culte ?413

Conclusions Évelyne Paix

CAA Marseille 21 décembre 2007, Commune de Montpellier

• État

Quelle est la portée de l'exigence d'être à jour de ses cotisations fiscales et sociales pour être éligible à la chambre des métiers ?416

Conclusions Bertrand Dacosta

CE 2 avril 2008, M. C.

Quelles sont les conséquences d'un protocole d'accord de prévention de l'expulsion conclu entre un organisme bailleur et l'occupant d'un logement ?419

Conclusions Catherine de Salins

CE 16 avril 2008, OPDHLM de Seine-et-Marne

• Compétences des collectivités locales

L'article 58 de la loi du 2 août 2005 instituant un droit de préemption des communes sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux est-il applicable sans dispositions réglementaires ?423

Conclusions Anne Courrèges

CE 21 mars 2008, Société Megaron

Le nouveau régime des concessions de plage, fixé par le décret du 26 mai 2006 est-il légal ?427

Conclusions Nathalie Escaut

CE 14 avril 2008, Fédération nationale des plages restaurants

• Fonction publique territoriale

La notification de la décision de licencier un agent contractuel doit-elle contenir l'indication de sa date de prise d'effet ?433

Conclusions Sébastien Davesne

CAA Versailles 28 janvier 2008, Mme Dragica Pica c/ Commune de Gif-sur-Yvette

À quelle date s'apprécient les droits d'un fonctionnaire qui demande une pension à jouissance immédiate ?437

Conclusions Laurent Vallée

CE 28 mars 2008, M. L.

Comment valider les trimestres d'activité à temps partiel pour un départ à la retraite avant 60 ans ?441

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 17 avril 2008, Caisse des dépôts et consignations gérant la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités territoriales

• Contentieux des collectivités locales

La délibération d'une commune associant au nom d'un de ses hameaux celui d'une source d'eau située sur son territoire, est-elle susceptible de recours ?446

Conclusions Jean-Pierre Firmin

TA Nîmes 11 janvier 2008, Société Nestlé Waters

L'État engage-t-il sa responsabilité pour avoir transféré des compétences en matière de formation professionnelle à une région sans compensations financières ?449

Conclusions Marie-Pierre Steinmetz-Schies

CAA Nancy 17 janvier 2008, Ministre de l'Économie c/ Région Alsace

La juridiction judiciaire est-elle compétente pour connaître d'un litige relatif à une convention d'occupation d'un immeuble du domaine privé ?453

Conclusions André Gariazzo

TC 28 janvier 2008, M. et Mme V. c/ Communauté urbaine de Lyon (COURLY)

Une commune engage-t-elle sa responsabilité pour avoir procédé à une inhumation sans l'accord de la soeur du défunt manifestement sans ressources ?456

Conclusions Olivier Tainturier

TA Dijon 28 février 2008, Mme Michèle A.

Quelle portée conserve la théorie de la connaissance acquise ?459

Conclusions Frédéric Lenica

CE 11 avril 2008, Société Défi France

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de délibération d'un établissement public de coopération intercommunale décidant de percevoir la taxe sur les pylônes de sa ou ses communes membres 471

CHRONIQUE

La tarification des services publics selon le lieu de résidence face au droit communautaire.....474
Géraldine Chavrier

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Les indemnités d'un vice-président d'EPCI peuvent-elles bénéficier du prélèvement à la source ?.....479
Conclusions Nathalie Escaut
CE 4 février 2008, Ministre de l'Économie c/ M. Guimberteau

• Actes des collectivités locales

Quel degré d'exigence pèse sur la définition du projet pour l'exercice du droit de préemption urbain ?.....
Conclusions Luc Derepas
CE 7 mars 2008, Commune de Meung-sur-Loire

• État

Une création nette d'emplois peut-elle justifier un nouvel équipement commercial ?.....487
Conclusions Yves Struillou
CE 7 mars 2008, Société des hypermarchés de Normandie-Picardie

Le Premier ministre est-il tenu de prendre le décret d'application de la loi du 2 août 2005 sur les ventes au déballage ?.....493
Conclusions Mattias Guyomar
CE 16 juin 2008, Groupement des brocanteurs de Saleya

• Compétences des collectivités locales

Une commune peut-elle confier la gestion d'un crématorium à une société privée sans lancer de procédure de délégation de service public ?.....497
Conclusions Olivier Gaspon
TA Amiens 6 mars 2008, Société des Crématoriums de France c/ Commune de Méru

Les aides allouées par une région au titre d'un projet cofinancé sur fonds européens doivent-elles respecter les procédures et règles communautaires ?.....502
Conclusions Gérard Doré
CAA Bordeaux 7 mai 2008, Région Guyane c/ Préfet de Guyane

Le retard de publication d'un avis d'ouverture d'enquête publique rend-il irrégulière la procédure ?.....505
Conclusions François Sénors
CE 16 mai 2008, Commune de Cambon-d'Albi

Quelles seront les conséquences de l'annulation du décret de transfert définitif des personnels TOS aux départements et régions ?.....509
Conclusions François Sénors
CE 16 mai 2008, Département du Val-de-Marne et autres

• Fonction publique territoriale

En cas de licenciement, comment faut-il calculer l'ancienneté d'une assistante maternelle ayant exercé ses fonctions auprès de deux départements successivement ?.....516
Conclusions Sébastien Davesne
CAA Versailles 14 mars 2008, Mme Christiane J.

Un agent qui occupe illégalement un emploi ouvrant droit à la NBI peut-il bénéficier de cet avantage de rémunération ?.....519
Conclusions François Sénors
CE 26 mai 2008, Commune de Porto-Vecchio

• Finances publiques locales

Peut-on appliquer la majoration de la valeur locative cadastrale des terrains non bâtis de la commune situés dans les zones U de son POS uniquement à certains terrains ?.....523
Conclusions Évelyne Paix
CAA Marseille 21 décembre 2007, Commune de Saint-Romain-en-Viennois

En prévoyant que le directeur des services fiscaux peut agir pour le compte du TPG, le gouvernement méconnaît-il le principe de la responsabilité personnelle des comptables ?.....526
Conclusions Yann Aguila
CE 22 février 2008, Syndicat national des services du Trésor

• Contentieux des collectivités locales

Le SYCTOM peut-il engager la responsabilité de l'État du fait de l'abandon de la réalisation d'un nouveau centre de traitement des déchets ménagers ?.....529
Conclusions Yann Aguila
CE 22 février 2008, Syndicat mixte central de traitement des ordures ménagères de l'agglomération parisienne

Un département engage-t-il sa responsabilité en prenant en charge un mineur en danger à la demande de ses parents ?.....533
Conclusions François Sénors
CE 26 mai 2008, Département des Côtes-d'Armor

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

CCAP type de gestion du CESU.....544

CHRONIQUE

Le plan de protection de l'atmosphère de la région Ile-de-France.....550
Aziza Ziani

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Le procès-verbal des délibérations doit-il faire figurer des propos tenus alors que la séance était levée ?.....555
Conclusions Frédéric Dieu
TA Nice 20 juin 2008, Association « Les Quatre Saisons du Revest c/ Commune du Revest-Les-Eaux

• Actes des collectivités locales

En cas de cession complémentaire, l'avis des Domaines doit-il être à nouveau sollicité ?.....560
Conclusions Évelyne Paix
CAA Marseille 31 mars 2008, Commune de Fleury d'Aude

Un arrêté municipal instaurant un sens unique de circulation doit-il contenir le nom et la qualité de son signataire ?.....563
Conclusions Évelyne Paix
CAA Marseille 31 mars 2008, M. et Mme D.

La différence de traitement opérée par la législation sur les associations communales de chasse agréées entre grands et petits propriétaires est-elle justifiée ?.....566
Conclusions Mattias Guyomar
CE 16 juin 2008, ACCA de Louin

• État

La modernisation des voies d'une ligne existante constitue-t-elle une « portion de ligne nouvelle » au sens de l'article R. 123-1 du code de l'environnement ?.....570
Conclusions Frédéric Lenica
CE 4 juillet 2008, Commune de Critot

• Compétences des collectivités locales

Les collectivités territoriales peuvent-elles obtenir communication des déclarations de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) souscrites sur leur territoire ?.....575
Conclusions Célia Verot
CE 21 mai 2008, Ministre du Budget, des comptes publics et de la fonction publique c/ Communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac

Le maire est-il tenu de délivrer un permis de démolir qui a reçu l'avis favorable de l'architecte des bâtiments de France ?.....579
Conclusions Anne Courrèges
CE 7 juillet 2008, Commune de Verdun

• Services publics locaux

Quel est le pouvoir d'appréciation d'un maire en matière de concession funéraire ?.....583
Conclusions Jean-Philippe Thiellay
CE 25 juin 2008, Mlle S. et autres

• Fonction publique territoriale

Dans quelles conditions le fonctionnaire territorial auquel est attribuée une décharge partielle de service pour l'exercice d'un mandat syndical a-t-il droit au versement des primes de service et de rendement ?.....587
Conclusions Anne Courrèges
CE 7 juillet 2008, M. B.

• Finances publiques locales

La prescription quinquennale de l'article 2277 du code civil est-elle applicable aux titres de perception relatifs au reversement d'avantages indus ?.....592
Conclusions Marc-Antoine Aebischer
CAA Lyon 8 avril 2008, M. Charles M.

Une décision budgétaire d'inscription de crédits de paiement faisant suite à une inscription d'autorisation de programme peut-elle être contestée devant le juge administratif ?.....598
Conclusions François Sénors
CE 18 juin 2008, Syndicat général de l'éducation nationale CFDT du Bas-Rhin

• Contentieux des collectivités locales

Un magistrat qui a pris position de manière précise sur la validité des moyens soulevés devant le juge du fond, dans une instance de référé antérieure, doit-il être considéré comme ayant préjugé le litige ?.....602
Conclusions Sébastien Davesne
CAA Versailles 14 avril 2008, Mme Jacqueline H.

La carence du maire à limiter les nuisances dues à une fête foraine engage-t-elle la responsabilité de la commune ?.....607
Conclusions Jacques Lepers
CAA Douai 14 mai 2008, Commune de Compiègne c/ M. F.

Quelle est la nature juridique des conventions tripartites conclues entre les collectivités locales, leurs cocontactants et les crédit-bailleurs ?.....610
Observations Laetitia Janicot
Cass. civ. 28 mai 2008

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention entre l'État et une collectivité territoriale portant sur les modalités d'attribution et de versement de la subvention de l'État pour les dépenses d'investissement réalisées par la collectivité territoriale pour les locaux de la maison de l'emploi.....622

CHRONIQUES

La réforme de la fiscalité des publicités et enseignes (1re partie). Jean-Philippe Strebler.....626

Loi du 28 juillet 2008 relative aux contrats de partenariat. Michel Degoffe.....635

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Une commune peut-elle se protéger contre les marques portant atteinte à son nom, son image ou sa renommée ? 641
Observations Jérôme Passa
Cass. com. 6 mai 2008, Ville de Nice

À quelles conditions une élection peut-elle avoir lieu à huis clos ?.....643
Conclusions Jean-Jacques Gauthé
TA Amiens 22 mai 2008, M. Jacques L.

Une commune a-t-elle l'obligation de procéder à la désignation d'au moins un adjoint au maire pour chacune des sections électorales ?.....646
Conclusions Gérald Truy
TA Amiens 29 mai 2008, M. Jean-Louis V. et autres

Un bilan de mi-mandat constitue-t-il un bulletin d'information générale appelant les conseillers d'opposition à s'y exprimer ?.....649
Conclusions Frédéric Dieu
TA Nice 6 juin 2008, Patrick M. c/ Commune de La-Seyne-sur-Mer

• Compétences des collectivités locales

Une commune peut-elle adopter une révision simplifiée de son POS dans le but notamment de régulariser une installation classée illégalement édifiée ?654
Conclusions Sophie Tissot-Grossrieder
TA Besançon 26 juin 2008, Commission de protection des eaux

• Police administrative

Lorsqu'un arrêté de péril a été pris avant le 1er octobre 2006, peut-il être fait droit en 2008 à une demande d'homologation présentée au tribunal administratif ?.....658
Conclusions Catherine de Salins
CE 18 juin 2008, Mme T., M. M.

• Fonction publique territoriale

Le nouveau statut des policiers municipaux viole-t-il le principe d'égalité ?.....662
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 7 mai 2008, Union syndicale professionnelle des policiers municipaux et autres

La liste des emplois de la commune de Paris donnant lieu à un logement de fonction est-elle irrégulière ?.....667
Conclusions François Séners
CE 29 août 2008, M. G.

La communication du dossier doit-elle être préalable à l'intervention d'une décision de mutation ?.....669
Conclusions François Séners
CE 29 août 2008, Mme G.

• Finances publiques locales

Les décisions portant attribution de diverses sommes au titre du FCTVA peuvent-elles être retirées en dehors du délai de quatre mois ?.....672
Conclusions Sophie Tissot-Grossrieder

TA Besançon 15 mai 2008, Communauté d'agglomération du pays de Montbéliard c/ Préfet du Doubs

Dans quelles conditions une commune peut-elle instituer une taxe de séjour ?.....675
Conclusions Joël Arnould
TA Lyon 26 juin 2008, M. Bernard C.

Dans quelles conditions une collectivité peut-elle refuser de verser le solde d'une subvention ?.....678
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 16 juillet 2008, Crédit coopératif

• Collectivités à statut particulier

Le recensement en Polynésie française peut-il révéler les langues parlées et les migrations ?.....683
Conclusions Célia Verot
CE 16 juillet 2008, M. H.

• Élections

Dans quel délai faut-il ouvrir le compte bancaire retraçant les dépenses de campagne ?.....686
Conclusions Célia Verot
CE 25 juillet 2008, Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques c/ M. Fleming

• Contentieux des collectivités locales

Un comptable du Trésor engage-t-il la responsabilité de l'État pour avoir refusé de tenir compte d'une cession de créances accompagnée d'une simple copie certifiée conforme ?.....691
Conclusions Évelyne Paix
CAA Marseille 21 avril 2008, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Contrat type applicable aux services occasionnels collectifs de transports intérieurs publics routiers de personnes.....705

CHRONIQUES

La réforme de la fiscalité des publicités et enseignes (2nde partie)710

Jean-Philippe Strebler

L'impact fiscal et financier de la loi de modernisation de l'économie (LME) sur les collectivités territoriales719

Matthieu Houser

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

L'attribution d'un marché relatif à la réalisation d'un bulletin municipal à une société d'économie mixte sans l'organisation d'une procédure de mise en concurrence préalable est-elle constitutive d'un délit de favoritisme ? ...723

Observations Laetitia Janicot

Cass. crim. 25 juin 2008, M. Jean X.

• État

Les décisions autorisant la résiliation d'un bail agricole doivent-elles être motivées ?726

Conclusions Catherine de Salins

CE 11 juillet 2008, M. X.

Un agent logé par nécessité absolue ou utilité de service peut-il bénéficier en outre d'une convention d'occupation précaire ?729

Conclusions Rémi Keller

CE 23 juillet 2008, Région Ile-de-France

La dissolution d'une association de supporters suppose-t-elle l'identification nominative de ses membres ?732

Conclusions Frédéric Lenica

CE 25 juillet 2008, Association nouvelle des Boulogne Boys

Quels contrôles le juge de l'excès de pouvoir exerce-t-il sur un arrêté portant révision d'un plan d'exposition au bruit ?737

Conclusions Mattias Guyomar

CE 7 août 2008, Collectif Interassociatif du refus des nuisances aériennes dans le nord-ouest et autres

• Compétences des collectivités locales

Dans quelles conditions les collectivités territoriales peuvent-elles accorder des subventions à des structures locales des organisations syndicales représentatives ? 743

Conclusions Cécile Villalba

TA Paris 10 juillet 2008, Mme .

• Fonction publique territoriale

Des renouvellements successifs de contrats à durée déterminée violent-ils la directive n° 1999/70/CE du Conseil sur le travail à durée déterminée ?749

Conclusions Jenny Grand d'Esnon

CAA Versailles 10 juillet 2008, Mme S.

Comment déterminer la limite d'âge applicable à un fonctionnaire territorial ?753

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 7 août 2008, Caisse des dépôts et consignations c/ Mme P.L.

Une promotion à un grade supprimé à l'occasion d'une réforme statutaire est-elle un acte inexistant ?756

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 7 août 2008, Mme L.C.

• Contentieux des collectivités locales

Le décret 2005-467 du 13 mai 2005 qui n'a pas modifié les modalités d'accès au fichier immobilier, a-t-il rétabli l'égalité des armes entre les parties à la procédure d'expropriation ?760

Observations Françoise Nési

Cass. civ. 9 avril 2008, Société civile immobilière (SCI) Saint-Martin de Seignanx c/ Commune de Bayonne

La commune doit-elle indemniser le préjudice résultant du déplacement d'un pont ?763

Conclusions Luc Derepas

CE 16 juin 2008, M. et Mme G.

Les exécutifs locaux peuvent-ils défendre leurs collectivités dans les procès sans avoir été autorisés à le faire ?767

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 7 août 2008, M. P.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté portant autorisation d'occupation du domaine public communal par une entreprise783

CHRONIQUES

Retrait des décisions de nomination: mieux vaut (pour l'agent) l'illégalité que l'inexistence. Frédéric Dieu786

La publicité de l'avis d'ouverture de l'enquête publique. Samuel Deliancourt.....791

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Selon quelles modalités le conseil régional peut-il réduire les indemnités allouées à ses membres ?796
Conclusions François Séners
CE 19 novembre 2008, M. Pierre D.

• Actes des collectivités locales

L'apport à une société du droit au bail non autorisé par la personne publique propriétaire justifie-t-elle la résiliation du contrat d'occupation du domaine public de l'occupant initial ?799
Conclusions Frédéric Dieu
CAA Marseille 6 novembre 2008, Mme Lucette D.

• État

Comment s'apprécie la zone de chalandise pour un projet d'aménagement commercial proche des frontières ?804
Conclusions Rémi Keller
CE 13 octobre 2008, Société Turquoise et autre

• Compétences des collectivités locales

La délivrance d'un ordre de mission à un agent communal suffit-elle à justifier l'imputabilité au service d'un accident survenu au cours du déplacement ?807
Conclusions Luc Derepas
CE 14 mai 2008, Mme P.

Un maire peut-il délivrer un permis de construire dont le terrain d'assiette a été acquis auprès de sa sœur ? ...810
Conclusions Pierre Collin
CE 3 septembre 2008, M. R. et Mme M.

• Domaines public et privé des collectivités locales

Quels sont les critères requis pour qu'une collectivité publique puisse acquérir un bien immobilier en recourant à des contrats de vente en l'état futur d'achèvement ? ..815
Conclusions Nicolas Boulouis
CE 14 mai 2008, Communauté de communes de Millau-Grands Causses

• Services publics locaux

Quel est le statut d'un agent occupant dans une chambre de commerce et d'industrie un emploi permanent en vertu d'un contrat à durée indéterminée ?819
Conclusions Nicolas Boulouis
CE 14 mai 2008, Chambre de commerce et d'industrie de la Dordogne et Mme Magnac

Un hôpital qui fait prendre en charge les personnes décédées par le concessionnaire d'une chambre funéraire peut-il invoquer l'illégalité des droits réclamés par la commune ?823

Conclusions François Séners
CE 17 octobre 2008, Société OGF

• Fonction publique territoriale

La délibération de la région Ile-de-France fixant la liste des emplois de personnels techniques, ouvriers et de service pour lesquels un logement de fonction est attribué au sein du parc de logements des établissements publics locaux d'enseignement est-elle irrégulière ?828

Conclusions Yves Struillou
CE 5 septembre 2008, Syndicat national des enseignements du second degré (SNES)

Quelles contraintes de service peuvent justifier la concession d'un logement de fonction ?833

Conclusions Emmanuel Glaser
CE 27 octobre 2008, Syndicat intercommunal de Bellecombe et M. P.

• Finances publiques locales

Que doit faire un copropriétaire d'un immeuble affecté par de graves problèmes de sécurité pour bénéficier du dégrèvement de sa taxe foncière ?837

Conclusions Laurent Olléon
CE 29 août 2008, Mme H.

• Contentieux des collectivités locales

Une seconde notification d'une décision mentionnant qu'elle annule et remplace la première notification fait-elle à nouveau courir le délai de recours ?841

Conclusions Emmanuel Glaser
CE 27 octobre 2008, Communauté de communes de La Tinée

Une société bénéficiaire d'une autorisation de lotir sur un terrain est-elle recevable à attaquer la délibération d'un conseil municipal rapportant la décision d'accepter une offre d'achat de ce terrain par une autre société ? ..845

Conclusions Frédéric Dieu
CAA Marseille 6 novembre 2008, SCI Espaces et Paysages

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté municipal relatif à la sécurité sur les pistes de ski de fond854